

## EDITORIAL



Par **Nathalie Le Magueresse**  
Secrétaire fédérale  
en charge des Services publics

### Des services publics de qualité pour garantir l'équité

*Le débat fait souvent rage entre le secteur public et le secteur privé. Les avantages comparatifs de l'un et de l'autre sont souvent mis en avant avec plus ou moins d'équilibre, selon les sensibilités politiques ou le contexte. Traditionnellement, la gauche défend plus souvent le secteur public et la droite le secteur privé, même si l'on ne peut faire d'exclusive en la matière.*

*Cela dit, et sans polémique aucune, il faut évacuer les faux débats : il existe une différence majeure entre service public et secteur privé. L'un agit dans l'intérêt général avec des orientations définies par les élus de la Nation, l'autre n'existe que dans une logique économique de profit ; ce n'est pas insultant à l'égard de ce secteur que de le rappeler, c'est simplement un fait. Il a ses nécessités de marché économique, mais dans un autre domaine que le service rendu de façon équitable et solidaire à la population.*

*Un exemple parlant : s'il existe un service public postal, celui-ci s'attachera à défendre l'égalité de traitement territorial, l'accès au service bancaire pour les personnes aux revenus les plus modestes ou encore l'accès physique à des bureaux quels que soient les lieux, même les plus reculés en France ou les zones urbaines les plus en difficultés.*

*Lorsque le service postal est privatisé, une autre logique s'installe : les bureaux de Poste les moins rentables ferment pénalisant ainsi les plus dépendants donc les plus fragiles et le risque de disparité financière -du timbre notamment- apparaît en fonction de territoires.*

*Il est donc légitime de se poser la question des secteurs publics gérés par le privé. Tout doit-il être soumis à concurrence et régi par la logique du profit ou doit-on conserver des domaines où l'intérêt général ne sera jamais remis en cause ?*

*Je prône cette seconde solution et notamment pour les Transports, l'Énergie, l'Eau ou encore l'Éducation, la Petite enfance ou la Santé, les Retraites.*

*Le service public doit être le socle auquel peuvent se rattacher les Français et les socialistes ou citoyens de gauche ne peuvent laisser se désagréger l'action solidaire mise en place au prix de tant d'effort, que le Gouvernement foule au pied avec tant de facilité au nom de quoi ? Qui peut le dire vraiment !*

*Liberté – Égalité – Fraternité : c'est ça aussi le service public.*

## Convention sur le projet Préparons 2012...

**Au lendemain des élections régionales, le Parti socialiste a décidé de se lancer dans la préparation de 2012. Ce travail, qui vise à élaborer une plate forme politique pour l'élection présidentielle puis législative est un travail de longue haleine qui va nous occuper dans un premier temps jusqu'à la fin 2010. Voici la présentation du dispositif...**

Le choix stratégique qui a été fait est de consacrer 2010 aux trois conventions qui vont quadriller notre agenda interne. D'ici la fin de l'année, nous mènerons donc successivement quatre temps forts pour construire notre projet selon le calendrier suivant :

### NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

Mardi 27 avril : Conseil national  
Jeudi 20 mai : Vote dans toutes les sections  
Samedi 29 mai : Convention nationale

### RÉNOVATION

Mardi 8 juin : Conseil national  
Jeudi 24 juin : Vote  
Samedi 3 juillet : Convention nationale

### INTERNATIONAL

Mardi 7 septembre : Conseil national  
Jeudi 30 septembre : Votes  
Samedi 9 octobre : Convention nationale

### ÉGALITÉ RÉELLE

Mardi 9 novembre : Conseil national  
Jeudi 2 décembre : Votes  
Samedi 11 décembre : Convention nationale

La première convention aura donc lieu fin mai. Pierre Moscovici est chargé d'animer le débat en proposant au Bureau national un rapport, que celui-ci validera pour le soumettre au débat des militants. Cette phase de débat sera courte ; il faudra donc que chaque section et



chaque militant qui souhaite approfondir les thèmes abordés par ce texte s'empare de ces sujets dans un temps qui nous est compté.

Cette procédure comporte un risque et une chance : le risque, nous le voyons, et c'est d'ailleurs le problème de l'organisation d'un débat interne dans une organisation de plus de 100 000 membres. Que peut faire un militant seul face à un texte national pour l'amender, le compléter et l'enrichir. Peu de choses, sans doute. Notre chance, c'est que cette phase ouverte permet l'expression de toutes les nuances qui traversent le parti socialiste. C'est pourquoi la fédération se chargera de relayer les amendements des sections qui lui seront adressés.

Pour cela, nous sommes invités à contribuer aux débats des 13 ateliers sur les groupes constitués à cet effet sur [www.lacoop.fr](http://www.lacoop.fr). Vous pouvez consulter le document de travail et accéder aux différents ateliers via le site [www.lafrancequon aime.fr/laconvention](http://www.lafrancequon aime.fr/laconvention). Par ailleurs, la Fédération se chargera de relayer

les amendements des sections qui lui seront adressés.

Le document de travail de Pierre Moscovici pose 3 questions : Que produire ? Comment produire ? Comment distribuer ?

Ce faisant, nous portons notre réflexion sur la réponse économique, sociale et environnementale à apporter à la crise que nous traversons et qui stigmatise tous les dérapages de notre modèle de développement. Au fond, nous revenons à notre tradition socialiste, au sens premier du terme : comment créer de la richesse, pour pouvoir la partager le plus largement possible que ce soit entre les hommes d'un temps commun ou entre les générations ?

Cette vision du modèle économique ne sépare pas la question de la production de richesses via l'industrie, les services et l'agriculture, d'un côté, et le service public de l'autre. Notre modèle de développement intègre en son sein la question sociale, la question environnementale et la question des services publics. C'est cette édifice qu'il nous faut peaufiner à travers les débats que nous aurons pour préparer la convention nationale du 29 mai prochain.



## Fête de la Rose du Parti socialiste

Samedi 1<sup>er</sup> Mai 2010 - Inzinzac-Lochrist

Halle des Forges - à partir de 16h00



16h30 : Interventions politiques avec notamment Edmond Hervé - Ancien ministre, Sénateur d'Ille-et-Vilaine, Béatrice Le Marre - Maire de Ploërmel, Conseillère régionale, Jean-Michel Le Boulanger - Vice-président à la Région Bretagne, chargé de la Culture et des Pratiques culturelles



18h00 : Apéritif, suivi du repas (inscriptions sur place)

Table ronde dans l'après-midi, avec notamment Yannick Rome et Daniel Scourzic sur l'histoire de la Laïcité dans le Morbihan, stands de la Fédération, des Jeunes socialistes, de la Ligue des Droits de l'Homme...

## Réunion publique avec Pierre Moscovici à Lorient

La section de Lorient organise une réunion publique avec Pierre Moscovici - ancien Ministre des Affaires Européennes, Député et Président de la Communauté d'Agglomération de Montbéliard :

Mardi 4 Mai 2010 à 20h00  
A la salle Courbet de Lorient (FJT)

Il présentera le texte de la Convention sur le nouveau modèle de développement et son dernier ouvrage "Comment battre Sarkozy en 2012", qui servira d'introduction à un débat de politique générale.

## Moment de convivialité à la section de Questembert



45 adhérents et sympathisants se sont retrouvés pour une soirée conviviale et chaleureuse à Questembert pour fêter la belle victoire de la liste "La Bretagne solidaire, créative et responsable" et les 90 ans de notre camarade Marcel Le Cadre ce 15 avril. A 90 ans, après une vie active dans le secteur hospitalier, Marcel est pour la section un modèle de combativité et d'enthousiasme.

Au cours de la Soirée, Paul Paboeuf, Maire de Questembert a souligné l'importance des précurseurs tel Marcel pour l'implantation des idées socialistes dans les cantons de Questembert et de Rochefort. "En 1985, le candidat de gauche faisait 20% à Questembert et 10% dans le canton de Rochefort. La constance des militants et des sympathisants a fini par payer : victoires aux municipales à Questembert et à Allaire en 1995, et, en 2004, François Hervieux remporte la cantonale à Rochefort avant de conquérir la mairie de Malansac en 2008. C'est grâce à l'action de ceux qui, comme Marcel Le Cadre, ont témoigné des valeurs de la gauche que nous avons pu nous aussi contribuer à la brillante victoire de Jean-Yves Le Drian aux élections régionales de ce mois de mars."

Claude Gentil, Secrétaire de la section, a rappelé aux militants l'importance des Conventions thématiques, essentielles à l'élaboration de notre projet. "Malgré des nuances, des divergences, nous devons aborder ces Conventions dans le sens de l'intérêt général." S'adressant à Franck Guillouzouic (BE), il a également souligné l'excellente ambiance localement, lors des manifestations, et en espère d'autres...

## ACTIVITE FEDERALE

# Quelles sont les attentes des militants en matière de formation ?

**En 2009, le groupe de travail sur la formation avait élaboré et adressé un questionnaire afin d'évaluer les attentes dans ce domaine. Voici les résultats et conclusions de ce questionnaire qui vont permettre de poursuivre la définition et la mise en oeuvre du plan de formation fédéral.**

### Données générales

La participation (une centaine de réponses) est satisfaisante pour ce type de questionnaire et permet d'appréhender les demandes : le besoin de formation est clairement exprimé, au sein de la majorité des sections (27/36), au minimum auprès des personnes ayant répondu (92 %) et, on peut le penser, auprès d'un certain nombre d'adhérents qui n'ont pu prendre le temps de répondre au questionnaire.

La tranche d'âge des adhérents ayant répondu et la moyenne (54 ans) correspondent globalement à la réalité sociologique du parti.

Le besoin de formation est également clairement exprimé parmi les nouveaux adhérents (environ 10 %) et les élus (siégeant dans la majorité comme dans l'opposition).

### Organisation et méthode

Sur les moments de la formation, deux options se dessinent plus nettement : en soirée en semaine et le samedi. Même s'il existe une demande de formation en journée en semaine, le fait que tous les jours de la semaine soient cités ne permet pas de dégager de tendance majoritaire sur un jour particulier. Il n'est cependant pas exclu d'envisager ce créneau pour répondre à des demandes ponctuelles spécifiques.

Sur la durée possible des formations, les souhaits portent plutôt sur des formations de 2 heures en soirée et, à égalité, sur des formations d'une journée ou d'une demi-journée.

Sur la forme, les adhérents attendent, à égalité, des formations ponctuelles de type conférences / tables-rondes ou des ateliers à la carte. Le nombre d'adhérents (34) prêts à s'engager sur un parcours de plusieurs modules est cependant significatif et permettrait d'envisager le renouvellement de l'Université permanente décentralisée qui avait été mise en oeuvre par la Fédération entre 2004 et 2006 (groupe d'adhérents s'engageant sur un programme de formation de plusieurs mois, à l'image de l'Université permanente organisée tous les ans par le National).

### Contenu des formations

Les souhaits portent plutôt sur des contenus politiques / thématiques (86 %) que sur des formations pratiques (37 %), même si ces contenus sont bien sûr complémentaires et demandés conjointement pour bon nombre d'adhérents s'étant exprimés à travers ce questionnaire.

Sur les propositions de contenus thématiques, sans rentrer dans le détail, la hiérarchie des choix

exprimés permettra de fixer des priorités dans le programme du Plan de formation, même si l'on observe que tous les thèmes sont cités. Cependant, il s'agit de thématiques générales dont il conviendra d'affiner les contenus, notamment en fonction des personnes ressources susceptibles d'animer ces formations.

Sur les propositions de contenus pratiques, les principaux modules retenus correspondent aux modules déjà enseignés dans le cadre de l'Université permanente. Les supports et personnes ressources pouvant dispenser ces formations sont donc, pour l'essentiel, déjà existants.

Il est enfin à noter qu'une forte demande est exprimée en direction de formations portant sur des thèmes d'actualité... Il s'agit sans doute une demande qui est en partie satisfaite dans le cadre des réunions de sections, mais ce point devra faire l'objet d'un réflexion particulière dans la définition du Plan de formation.



## La formation va de paire avec le projet politique du PS

**Claudine De Brassier - Secrétaire fédérale à la Formation des militants, fait, dans l'entretien qui suit, le point sur le Plan de formation fédéral et les propositions qui ont pu émerger du groupe de travail.**



**Le secrétaire fédéral a transmis en 2009 un questionnaire pour recenser les besoins en formation des militants.**

### Quel bilan peut-on en tirer ?

Tout d'abord cette phase essentielle de diagnostic peut prendre un peu de temps mais est fondamentale pour la mise en place d'un plan de formation adapté. Les militants ont répondu nombreux et les attentes sont différentes en fonction de l'ancienneté d'arrivée dans le parti ou si on est élu ou secrétaire de section. De façon globale, la demande porte majoritairement sur une forme de conférences ou ateliers à la carte avec, sur le fond, une attente particulière sur les thèmes d'actualité.

### Quelles perspectives se dessinent

### au niveau de la formation des militants ?

Le prochain grand rendez-vous sera l'Université de Berder le 18 septembre prochain. Le programme est en cours d'élaboration. Nous allons également proposer des conférences autour de sujets d'actualité. Le rythme sera à définir, en concertation avec le groupe de travail "formation".

Une attention particulière sera accordée aux secrétaires de sections et aux élus ainsi qu'aux nouveaux adhérents. Pour ces derniers, une rencontre va être organisée au siège de la fédération en mai afin de leur présenter le fonctionnement du parti et répondre à leurs questions. Par ailleurs pour faciliter le travail des élus et à titre informatif pour l'ensemble des militants, nous leurs adresserons une newsletter régulière recensant l'ensemble de l'actualité parlementaire

(assemblée nationale, sénat, parlement européen). Un temps de formation pratique avec les secrétaires de section sera organisé dans les mois qui viennent.

### Quel sont les objectifs de ce travail ?

Il est clair que la formation des militants va de paire avec le projet politique du parti socialiste. Les contributions des uns et des autres se situent dans la perspective des futures échéances. A plus long terme, ce travail de formation permettra d'alimenter une réflexion de fond sur les enjeux et les thèmes socialistes et progressistes nationaux ou territoriaux.

En attendant, courant mai et juin, je suis prête à rencontrer les sections qui le souhaitent pour échanger sur leurs demandes spécifiques et faire plus ample connaissance.

## Retour sur la dernière session du Conseil régional

**La deuxième session plénière de la mandature s'est tenue le 15 avril, afin de poursuivre l'installation du Conseil régional, notamment par l'annonce de la composition des 7 Commissions (voir ci-contre). L'assemblée régionale compte désormais 6 groupes politiques : PS, PCF, Bretagne Ecologie, Verts, UDB, UMP. Si cette session n'était pas directement consacrée aux dossiers de fond, Jean-Yves Le Drian a dressé plusieurs perspectives dans son discours d'introduction, dont voici quelques extraits. Tout sur la dernière session sur [www.bretagne.fr](http://www.bretagne.fr).**

### Erika : des avancées considérables pour la sécurité maritime

"L'arrêt rendu par le Cour d'Appel de Paris dans l'affaire de l'Erika marque des avancées considérables pour la Bretagne, mais aussi pour la sécurité maritime et pour la protection de l'environnement en général. Le premier point très positif tient à la reconnaissance du préjudice écologique. (...) Il y a là une approche plus ouverte et aussi plus conforme à ce qu'est véritablement une atteinte à l'environnement comme élément constitutif du bien-être des populations. Il y a aussi la reconnaissance de la légitimité des régions, au titre de leur compétence générale, à porter la demande en réparation... et c'est une autre avancée significative. L'ensemble constitue une vraie révolution du droit maritime.

Malheureusement, il reste toujours un grand absent : l'Etat du Pavillon. Même si le dispositif européen appelé Erika III n'y est encore pas parvenu, il faudra bien, à l'avenir, remettre en jeu ce maillon essentiel pour la qualité du transport maritime.

La responsabilité de l'affrètement a

été, elle, clairement établie. (...) Toutefois, la protection des conventions CLC et FIPOL fait que cette responsabilité pénale ne s'accompagne pas d'une responsabilité civile. C'est regrettable et c'est assurément une deuxième piste de travail pour l'avenir.

Enfin, pour confirmer les avancées juridiques de l'arrêt (...) je proposerai de poursuivre en cassation, (...) pour ancrer dans la jurisprudence française le principe de préjudice écologique qui vient d'être confirmé."

### L'avenir de la Politique Agricole Commune après 2013

"Le calendrier est désormais fixé : la Commission présentera une communication vraisemblablement en novembre 2010 avec l'objectif de parvenir à un accord du Conseil des ministres d'ici la fin 2012, de façon à ce que les règlements d'application sur la nouvelle PAC puissent être approuvés l'année suivante. On voit bien l'importance du texte de novembre qui sera, en principe, la base des compromis futurs. On voit bien l'urgence du calendrier et la nécessité pour la Bretagne de s'y inscrire fortement. (...) Un dialogue public large et ouvert est nécessaire

car la PAC ne doit pas être "une affaire de spécialistes et d'experts des marchés", (...) Elle dépasse le seul domaine des agriculteurs, car l'ensemble de la société est concerné par la PAC pour l'alimentation, la gestion des territoires ou encore l'environnement.

Nous devons saisir cette ouverture, même si la vigilance s'impose, et porter ce débat dans toute la Bretagne afin de fonder une nouvelle alliance entre la Bretagne et son agriculture. La métamorphose de l'agriculture bretonne ne pourra se faire sans ses agriculteurs, c'est une évidence, elle ne pourra se faire sans que l'ensemble des acteurs bretons ne se sentent concernés, qu'ils soient ruraux ou urbains, elle ne pourra se faire sans une rénovation de la PAC qui doit protéger la sécurité alimentaire européenne et donc être plus régulatrice. (...)

Pour toutes ces raisons, je demande à Michel Morin, vice-président à l'agriculture et à l'agroalimentaire, de constituer, le plus rapidement possible, un groupe de travail réunissant tous les groupes de notre Assemblée afin d'animer le débat en Bretagne et de faire émerger les bases d'un consensus breton indispensable (...). "

## MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

### "Dans les Prisons... de France"

En 2010, force est de constater l'inefficacité du système pénitentiaire français. En effet, selon l'Observatoire des suicides dans les prisons françaises, il y aurait déjà eu 33 suicides et morts suspects depuis le début de l'année. Et la France, patrie des Droits de l'Homme, s'est vu reprochée à plusieurs reprises des "traitements inhumains et dégradants" par le Comité européen de prévention de la torture.

Pareilles situations se révèlent être pour nous inacceptables, et sont à mille-lieux de notre idée de ce que doit être la France, et a fortiori le monde carcéral français.

En effet, avant d'être de gauche, nous sommes avant tout des citoyens. Et c'est dans une logique citoyenne que nous devons alors agir pour que, dans notre pays, ce monde carcéral ne soit plus un monde de non-droit.

Certes, la prison ne doit pas être un centre de vacances, certes la prison doit être crainte, mais il n'empêche qu'en

admettant complètement ces deux points, la prison peut aussi évoluer vers quelque chose de plus humain. C'est en notre qualité de citoyens, de jeunes et de socialistes que nous nous devons de faire avancer les choses.

Jean-Marie Bockel, Secrétaire d'Etat à la Justice, a récemment proposé la mise en place de prisons à ciel ouvert pour 2015, "sans mur, sans barreau, sans mirador". L'idée est alléchante, tant elle va à l'opposé de l'image commune que nous avons sur les prisons. Mais une telle mesure ne concernerait que très peu de prisonniers, et ne ferait que cacher des problèmes plus profonds.

En effet, la question des locaux est primordiale, mais un autre problème apparaît encore plus prépondérant : la rupture du lien social. Car oui, même en 2010, les prisonniers français sont complètement en dehors de leur pays.

L'absence de bibliothèque, l'absence de matériel multimédia ou encore l'absence de colloque et de rencontre

dans les prisons sont autant d'éléments qui participent de l'augmentation de la fracture entre le monde carcéral et la France.

Le Mouvement des Jeunes Socialistes, s'il n'est pas là pour remplacer des associations qui font un travail efficace sur le terrain, peut jouer un rôle dans l'avancée vers une prison plus sûre, plus respectable et plus respectée. Il est un véritable outil citoyen, qui est utile pour les membres qui le composent, mais aussi des personnes que l'on n'écoute que trop rarement.

La politique est, avec la culture ou encore le sport, un terrain privilégié de rencontre entre les personnes. Nous devons essayer de mettre à profit notre énergie du changement, pour que les choses évoluent, et pour que la France retrouve une certaine fierté dans la répression, et par là même, qu'elle redore son blason auprès de la CEDH.

Matthieu Bencivengo

## Conseil régional : les 7 Commissions

### MISE EN PLACE DES 7 COMMISSIONS

Formation des commissions, délégations à la commission permanente, moyens des groupes politiques... : le Conseil régional a consacré une bonne partie de sa seconde séance plénière à l'organisation des rouages de la nouvelle assemblée.

### COMMISSION FORMATION

Présidente : Forough Salami

Vice-président : Bruno Chavanat

Secrétaire : Jean-Claude Lessard

Bernard Pouliquen, Georgette Bréard, Marie-Pierre Rouger, Sophie Lemoine, Anne Troalen, Naïg Le Gars, François Guéant, Téaki Dupont-Cochard.

### COMMISSION ECONOMIQUE

Président : Loïg Chesnais-Girard

Vice-président : Emile Bihan

Secrétaire : Gaëlle Abily

Thierry Meuriot, Isabelle Thomas, Maria Vadillo, Michel Morin, Laurence Fortin, Janick Moriceau, René Louail, Gaëlle Nicolas, Delphine David, Hervé Guérou.

### COMMISSION AMENAGEMENT

Président : Jean-Pierre Le Roch

Vice-président : Marie-Christine Le Hérisse

Secrétaire : Corinne Erhel

Gwenegon Bui, Gérard Lahellec, Serge Boudet, Nicolas Morvan, Claudia Rouaux, Haude Le Guen, Gaëlle Rougier, Héri Gourmelen, Gilles Dufeigneux, Ludovic Jolivet

### COMMISSION CULTURE ET SPORT

Présidente : Gaël Le Meur.

Vice-présidente : Josiane Corbic.

Secrétaire : Christian Anneix.

Jean-Michel Le Boulanger, Lena Louarn, Kaourintine Hulaud, Pierre Pouliquen, Yanik Bigouin, Joël Marchadour, Françoise Evanno, Valérie Garcia.

### COMMISSION ENVIRONNEMENT

Président : Dominique Ramard.

Vice-présidente : Sylvie Guignard.

Secrétaire : Monique Danion.

Thierry Burlot, Gérard Mével, Gaëlle Nique, Anne Patault, Anne-Marie Boudou, Mona Bras, David Le Sollicec, Dominique de Legge.

### COMMISSION SOLIDARITE

Présidente : Béatrice Le Marre.

Vice-président : Stéphane de Sallier Dupin.

Secrétaire : Gildas Dréan.

Sylvie Robert, Hélène Coz, Sylvaine Vulpiani, Hind Saoud, Eric Berroche, Anne Camus, Sylviane Rault, Bernadette Malgorn.

### COMMISSION DES FINANCES

Président : Pierre Karleskind.

Vice-président : Bernard Marboeuf.

Secrétaire : Daniel Cueff.

Pierrick Massiot, Daniel Gilles, Marylise Lebranchu, Christian Marquet, Richard Ferrand, Guy Hascoët, Christian Guyonvarc'h, Jacques Le Guen, Françoise Louarn.

# Agenda

## Premier secrétaire fédéral

**Jeudi 22 avril - Lorient**  
Rencontre le PCF du Morbihan

**Mardi 27 avril - Paris**  
Conseil national du PS

**Jeudi 29 avril - Lanester**  
Rencontre avec la section

**Samedi 1<sup>er</sup> mai - Inzinzac-Lochrist**  
Fête de la Rose du PS Morbihan

**Mardi 4 mai - Paris**  
Rencontre "Education" avec François Hollande

**Mercredi 4 au vendredi 7 mai - Bruxelles**  
Rencontres et réseaux

# Actualité

## Des niches ou une farce

A l'heure où toute la Sarkosy se débat sur fond de rumeurs entretenues par les proches du Président eux-mêmes, le pouvoir renoue avec la politique de promesses fiscales de lendemains qui chantent.

Après nous avoir ressenti son intraitable volonté de maintenir un bouclier fiscal qui prend de plus en plus l'eau, Nicolas Sarkozy essaie de nous refaire le coup de la suppression des niches fiscales. Ce n'est seulement que la sixième fois que l'on nous annonce le plafonnement ou la suppression des dites niches, au nombre de 456, qui représentent quand même la bagatelle de 110 milliards d'euro.

En 2008, déjà, Christine Lagarde avait ouvert la chasse, qui s'était soldée par un maigre butin de 200 millions. Il faut savoir qu'en matière de chasse aux niches, Sarkozy en a créé une bonne douzaine au cours des deux dernières années.

Sachant qu'un certain nombre de niches concernent des réductions de taxes type TVA dans le bâtiment, qui a entraîné la création de centaines de milliers d'emplois, on peut légitimement s'interroger sur la marge de manœuvre d'un gouvernement aux abois, dont la principale occupation est de s'agiter pour faire croire qu'il avance.

L'autre sujet qui défraie l'actualité porte sur les conséquences de la tempête Xynthia et son cortège de sinistrés. Certes la notion de sécurité est importante et l'on se demande bien pourquoi les services de l'Etat n'ont pas appliqué ces sages mesures avant d'autoriser les gens à construire sur des terrains à risques, pour leur imposer maintenant de détruire ces maisons sans aucune concertation.

Sur le plan de l'indemnisation annoncée avec volontarisme par le Premier ministre, les sinistrés peuvent avoir quelques inquiétudes quant à l'utilisation du fonds de prévention des risques naturels majeurs, dont le contenu est proche de zéro et dont les dépenses sont supérieures aux recettes depuis 2008. En clair, sans une aide directe de l'Etat, les sinistrés risquent d'attendre longtemps la réalisation des promesses du gouvernement.

Le Cormoran

# EN DEBAT

## Retraites : opération à la hussarde !

**Réformer les retraites selon le calendrier suivant : concertation avec les partenaires sociaux, passage en Conseil des ministres en juillet et projet de loi en septembre. Une fois de plus, Nicolas Sarkozy confond vitesse et précipitation, avec pour conséquence très probable de ne pas être à la hauteur des enjeux.**

### Trois remarques sur la méthode d'abord :

- il s'agit non pas d'une négociation, mais d'une concertation, différence de taille car dans le premier cas "je recherche les voies et moyens pour parvenir à un consensus" et dans le second cas "j'écoute et je décide". Il y a bien là tous les relents de la veille droite colbertiste selon laquelle on ne négocie pas avec l'Etat,

- il n'est envisagé aucune confrontation entre partenaires sociaux mais seulement des rencontres bilatérales entre le ministre et chacun d'entre eux. Cette stratégie de la division relève d'un aveu de faiblesse qui trahit l'incapacité de ce gouvernement à gérer les difficultés et relever les défis auxquels est confrontée notre société.

- le gouvernement entend boucler ce dossier en six mois, là où d'autres pays européens ont mis à profit des années de négociations pour parvenir à des formules qui font référence (la Suède si souvent prise en exemple). Mais le futur candidat Sarkozy veut être libéré de cette affaire pour se consacrer dès 2011 à la seule chose qui importe pour lui : sa réélection. Pari fort risqué en cas d'extrême mécontentement des Français...

### Sur le fond ensuite :

- la première chose qui frappe dans les annonces du gouvernement c'est leur caractère extrêmement simpliste et réducteur : l'allongement de la durée de cotisation et le report de l'âge légal de la retraite ; vient s'y ajouter une hypothétique prise en compte de la pénibilité pour atténuer le côté couperet des deux autres mesures,

- le second élément, c'est le rejet purement idéologique de toute source nouvelle de financement :

les cotisations parce que le Medef n'en veut pas, l'impôt par dogmatisme au nom notamment du bouclier fiscal, cette mesure inique qui ne profite qu'aux plus fortunés de nos citoyens.

Ces deux points constituent le "projet" gouvernemental et traduisent l'approche exclusivement comptable du dossier. Cette même approche qui a déjà lézardé notre pacte social et gravement fragilisé les plus vulnérables d'entre nous (santé, justice, services publics de proximité...).

Pourtant, le dossier retraite est sans doute celui qui offre la plus grande palette de solutions ou, plus précisément, la plus formidable combinaison de solutions. En effet, moins on retient de solutions, plus elles sont brutales avec le risque supplémentaire d'être injustes.

Sur le financement, nous ne sommes plus au lendemain de la Seconde Guerre mondiale quand furent créés les régimes de retraite dans une économie fondamentalement différente de celle que nous connaissons. Rester dans un schéma où le financement provient exclusivement des cotisations sociales, donc du travail, condamne toute réforme à brève échéance car

la part des profits réservée à l'actionnaire prime désormais sur celle dédiée au salarié, donc sur celle destinée au financement de la retraite. Là encore de nombreuses opportunités existent : prise en compte de la valeur ajoutée des entreprises, stock options taxés (car constituant des salaires déguisés), prélèvement sur les revenus du capital (car détournant les fonds destinés à l'investissement donc à l'emploi et privant les salariés d'une juste rémunération génératrice de cotisations). Pour ces derniers, il convient par ailleurs de ne pas oublier les primes diverses et variées qui échappent actuellement à l'assiette de cotisations.

Nous ne pouvons donc que partager la méfiance des syndicats à l'égard du gouvernement. Il ne saurait en effet y avoir de réforme viable et équitable sans l'adoption de mesures équilibrées entre nouveaux financements d'une part et critères d'âge et durée de cotisation d'autre part. C'est la condition indispensable de la réussite. Pour que la solidarité ne résonne plus comme un slogan dépassé, mais organise réellement une société juste du bien vivre ensemble.

Jean-Paul Méheust  
Section de Vannes



### Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Abonnement pour 1 an : 20 €

## Le Rappel du Morbihan



Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard  
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

### Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fedes6@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.ps56.fr